

2° daardoor wordt de nummering gewijzigd als volgt :

- punt 1° wordt punt "2°";
- punt 2° wordt punt "3°";
- punt 3° wordt punt "4°";
- punt 4° wordt punt "5°";
- punt 5° wordt punt "6°".

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding bij de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm)

Art. 2. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de beroepsopleiding van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "1° de intersectorale technisch adviseur belast met het ontwerp, de ontwikkeling, de uitvoering en de evaluatie van horizontale projecten voor de verschillende beroepsopleidingssectoren die te maken hebben met de op het gebied van tewerkstelling aan de "Office" opgedragen taken» worden ingevoegd tussen de woorden "Het pedagogisch personeel bestaat uit" en "1° de technisch adviseur";

2° daardoor wordt de nummering gewijzigd als volgt :

- punt "1°" wordt punt "2°";
- punt "2°" wordt punt "3°";
- punt "3°" wordt punt "4°";
- punt "4°" wordt punt "5°";
- punt "5°" wordt punt "6°".

Art. 3. In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De intersectorale technisch adviseur staat onder het gezag van de directeur-generaal van de productiediensten".

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 5, § 1, worden de intersectorale technisch adviseur en de technisch adviseurs na oproep tot de kandidaten door het beheerscomité aangewezen op de voordracht van de administrateur-generaal. »

Art. 5. Artikel 11, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° De betrekkingen van hoofdinspecteur, coördinator, intersectorale hoofdcoördinator en intersectorale technisch adviseur zijn toegankelijk via een bevorderingsexamen. »

Art. 6. Artikel 17, 1°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De geldigheidsduur kan evenwel verlengd worden door het beheerscomité van de "Office", na advies van het tussenoverlegcomité. »

Art. 7. In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit worden de termen "— intersectorale technisch adviseur 1 492 680 BEF" ingevoegd tussen de termen "technisch adviseur 1 393 790 BEF" en "tegen het indexcijfer 138,01. »

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Tewerkstelling en Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 2486

[C - 99/27600]

3 JUNI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu le protocole n° 280 du comité de secteur n° XVI, établi le 23 février 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent pour le bon fonctionnement du service de doter les ministères régionaux des ressources humaines complémentaires nécessaires en vue de mener à bien l'exécution des tâches spécifiques visées par le présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de fixer, pour le Ministère de la Région wallonne et pour le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, la liste des tâches auxiliaires ou spécifiques visées à l'article 2, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux.

L'engagement aux fins d'accomplir l'une des tâches spécifiques figurant dans la liste est réalisé sur la base de la réussite d'un examen organisé par la Direction de la Formation du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE Ier. — Des tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère de la Région wallonne

Art. 2. Constituent des tâches auxiliaires au Ministère de la Région wallonne :

- 1° les tâches principalement d'ordre manuel effectuées dans les forêts domaniales et dans les réserves naturelles;
- 2° les tâches principalement d'ordre manuel effectuées sur les sites de fouilles archéologiques.

Art. 3. Constituent des tâches spécifiques au Ministère de la Région wallonne :

1° les activités scientifiques exercées dans les services visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région;

2° les tâches de la Direction de la Coordination de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement relatives à l'état de l'environnement et à la collecte de données;

3° les tâches accomplies par les archéologues dans le cadre de l'exécution de programmes de fouilles à la Division du Patrimoine, ainsi que les tâches d'assistance à ces archéologues;

4° les tâches informatiques de la Direction de l'Informatique.

CHAPITRE II. — Des tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Art. 4. Constituent des tâches auxiliaires au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports :

1° les tâches relatives aux opérations de propreté le long des autoroutes et des routes à la Direction générale des Autoroutes et des Routes;

2° les tâches relatives aux opérations de propreté le long des voies navigables à la Direction générale des Voies hydrauliques;

3° les tâches relatives à l'accompagnement des élèves dans les services de transport à la Direction générale des Transports.

Art. 5. Constituent des tâches spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports:

1° les activités scientifiques exercées dans les services visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° à 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région;

2° les tâches informatiques de la Direction des Equipements de Télécontrôle et de Transmission et de la Direction de l'Informatique et de la Télématique.

CHAPITRE III. — Des tâches auxiliaires communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Art. 6. Constituent des tâches auxiliaires au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports :

1° les tâches de nettoyage;

2° les tâches du service des cafétérias;

3° les tâches de maintenance assurées au sein des secrétariats généraux;

4° les tâches de téléphonie et d'accueil;

5° les tâches exercées par les chauffeurs;

6° les tâches exercées par les magasiniers.

CHAPITRE IV. — Des tâches spécifiques communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports

Art. 7. Constituent des tâches spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports les tâches confiées à des experts correspondant à des fonctions de niveau 1 et qui exigent une qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou pour une activité nettement définie.

L'expert est au moins titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 et doit répondre aux qualifications professionnelles particulières précisées dans une analyse de fonction. Le contrat de travail définit les tâches confiées à l'expert ainsi que la qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou une activité nettement définie.

CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 8. Sont abrogés pour les services du Gouvernement :

1° l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations ou dans les autres services des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 28 septembre 1976, 4 janvier 1978, 28 septembre 1979, 16 mai 1980, 30 juin 1981, 6 juillet 1982, 15 mars 1985, 20 juin 1989 et 6 novembre 1991;

2° l'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté royal du 1^{er} août 1989 portant exécution de l'article 94, § 2, alinéa 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988;

3° l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables aux ouvriers forestiers domaniaux.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2486

[C - 99/27600]

3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3 ersetzt durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Protokolls Nr. 280 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 23. Februar 1999;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass den Regionalministerien im Sinne einer reibungslosen Arbeitsweise dringend zusätzliche menschliche Mittel zur Verfügung zu stellen sind, um ihnen zu ermöglichen, die im vorliegenden Erlass angeführten spezifischen Aufgaben erfolgreich durchzuführen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass zielt darauf ab, für das Ministerium der Wallonischen Region und für das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen die Liste der in Artikel 2 Absatz 2 3^o des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze angeführten Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben festzulegen.

Die Verpflichtung, eine der aufgelisteten spezifischen Aufgaben auszuführen, wird auf der Grundlage einer erfolgreich abgelegten Prüfung, die von der Direktion der Ausbildung des Ministeriums der Wallonischen Region organisiert wird, eingegangen.

KAPITEL I — Hilfsarbeiten oder spezifische Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region

Art. 2 - Als Hilfsarbeiten innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region gelten:

1° die hauptsächlich manuellen Aufgaben, die in den domanialen Wäldern und den Naturschutzgebieten durchgeführt werden;

2° die hauptsächlich manuellen Aufgaben, die an archäologischen Ausgrabungsstätten durchgeführt werden.

Art. 3 - Als spezifische Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region gelten:

1° die wissenschaftlichen Aktivitäten, die in den Dienststellen durchgeführt werden, die in Artikel 1, Absatz 1, 1° und 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, angeführt werden;

2° die Aufgaben der Direktion der Koordination der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt bezüglich des Zustands der Umwelt und des Erfassens von Daten;

3° die von Archäologen im Rahmen der Durchführung von Ausgrabungsprogrammen der Abteilung Erbe durchgeführten Aktivitäten sowie die Aufgaben zur Unterstützung dieser Archäologen;

4° die EDV-Aufgaben der Direktion der Informatik.

KAPITEL II — Hilfsarbeiten oder spezifische Aufgaben innerhalb

des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen

Art. 4 - Als Hilfsarbeiten innerhalb des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen gelten:

1° die Säuberungsarbeiten entlang der Autobahnen und Straßen der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen;

2° die Säuberungsarbeiten entlang der schiffbaren Wasserstraßen der Generaldirektion der Wasserstraßen;

3° die Begleitung von Schülern im Transportwesen der Generaldirektion des Transportwesens.

Art. 5 - Als spezifische Aufgaben innerhalb des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen gelten:

1° die wissenschaftlichen Aktivitäten, die in den Dienststellen durchgeführt werden, die in Artikel 1, Absatz 1, 3° bis 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, angeführt werden;

2° die EDV-Aufgaben der Direktion der Ausrüstungen für Telekontrolle und Datenübermittlung und der Direktion der Informatik und der Telematik.

KAPITEL III — *Gemeinsame Hilfsarbeiten innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region
und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen*

Art. 6 - Als Hilfsarbeiten innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen gelten:

- 1° die Reinigungsarbeiten;
- 2° der Kantinendienst;
- 3° die innerhalb der Generalsekretariate gewährleistete Wartung;
- 4° die Aufgaben in der Telephonzentrale und am Empfang;
- 5° die Aufgaben der Fahrer;
- 6° die Aufgaben der Lagerverwalter.

KAPITEL IV — *Gemeinsame spezifische Aufgaben innerhalb
des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen*

Art. 7 - Jene Aufgaben, die Sachverständigen anvertraut werden, deren Funktion einer Funktion der Stufe 1 entspricht und die für eine begrenzte Dauer oder eine deutlich definierte Aktivität eine Berufsbildung erfordern, gelten als spezifische Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

Der Sachverständige ist zumindest Inhaber eines Diploms, das Zugang zu den Stellen der Stufe 1 verleiht und erfüllt die Bedingungen bezüglich der Berufsbildung, die in einer Analyse der Funktion angeführt werden. In dem Arbeitsvertrag werden die dem Sachverständigen anvertrauten Aufgaben definiert, sowie die für eine begrenzte Dauer oder eine deutlich definierte Aktivität verlangte Berufsbildung.

KAPITEL V — *Aufhebende, Übergangs- und Abschlussbestimmungen*

Art. 8 - Für die Dienststellen der Regierung werden folgende Bestimmungen aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 7. März 1974 über die Anstellung der Bediensteten in den Verwaltungen und in den anderen Dienststellen der Ministerien, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. September 1976, 4. Januar 1978, 28. September 1979, 16. Mai 1980, 30. Juni 1981, 6. Juli 1982, 15. März 1985, 20. Juni 1989 und vom 6. November 1991;

2° Artikel 1, erster Gedankenstrich des Königlichen Erlasses vom 1. August 1989 zur Ausführung von Artikel 94, § 2, Absatz 2, des Programmggesetzes vom 30. Dezember 1988;

3° Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 über die für die domanialen Forstarbeiter geltenden Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen.

Art. 9 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

—
VERTALING

N. 99 — 2486

[C - 99/27600]

**3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de bijkomende of specifieke taken
van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het protocol nr. 280 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 23 februari 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, met het oog op de goede werking van de dienst, de gewestelijke ministeries aangevuld moeten worden met menselijke krachten die noodzakelijk zijn om de in dit besluit bedoelde specifieke taken uit te voeren;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De lijst van de bijkomende of specifieke taken die bedoeld zijn in artikel 2, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, worden, voor het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, vastgesteld bij dit besluit.

Wie geslaagd is voor een examen dat door de Directie Vorming van het Ministerie van het Waalse Gewest georganiseerd wordt, wordt aangeworven om één van de taken uit te voeren die vermeld is op de bedoelde lijst.

HOOFDSTUK I. — *Bijkomende of specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest*

Art. 2. De bijkomende taken van het Ministerie van het Waalse Gewest bestaan uit :

- 1° voornamelijk handenarbeid in de domaniale bossen en in de natuurreservaten;
- 2° voornamelijk handenarbeid op de archeologische opgravingsterreinen.

Art. 3. De specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest bestaan uit :

1° de wetenschappelijke activiteiten die uitgeoefend worden in de diensten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1° en 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° de taken van de Directie Coördinatie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu betreffende de stand van het leefmilieu en de verzameling van gegevens;

3° de taken die door archeologen uitgevoerd worden in het kader van de doorvoering van opgravingsprogramma's bij de Afdeling Patrimonium, alsook de ondersteunende taken;

4° de informaticataken van de Directie Informatica.

HOOFDSTUK II. — *De bijkomende of specifieke taken van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer*

Art. 4. De bijkomende taken van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer bestaan uit :

1° de taken betreffende de milieuvriendelijkheidswerken langs autowegen en wegen bij de Algemene Directie Autowegen en Wegen;

2° de taken betreffende de milieuvriendelijkheidswerken langs autowegen en wegen bij de Algemene Directie Waterwegen;

3° de taken betreffende de begeleiding van leerlingen in de vervoerdiensten bij de Algemene Directie Vervoer.

Art. 5. De specifieke taken van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer bestaan uit :

1° de wetenschappelijke activiteiten die uitgeoefend worden in de diensten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3° tot 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° de informaticataken van de Directie Uitrustingen Telecontrole en Transmissie en van de Directie Informatica en Telematica.

HOOFDSTUK III. — *De gemeenschappelijke hulptaken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer*

Art. 6. De bijkomende taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer bestaan uit :

1° reiniging;

2° cafetariadiensten;

3° onderhoudswerk in de secretariaten-generaal;

4° telefoonwerk en ontvangst;

5° de door de chauffeurs uitgevoerde taken;

6° de door de magazijnmeesters uitgevoerde taken.

HOOFDSTUK IV. — *De gemeenschappelijke specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer*

Art. 7. De specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer bestaan uit de taken waarmee deskundigen belast zijn, die verbonden zijn aan functies van niveau 1 en die een beroepsbekwaamheid vereisen voor een beperkte duur of voor een welbepaalde activiteit.

De deskundige is ten minste titularis van een diploma die toegang geeft tot functies van niveau 1 en moet het bewijs kunnen leveren van bijzondere beroepsbekwaamheden die in een functie-analyse beschreven zijn. De taken waarmee de deskundige belast is alsook de beroepsbekwaamheid die voor een beperkte duur of voor een welbepaalde activiteit wordt vereist, worden in het arbeidscontract vastgesteld.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings-, slot- en eindbepalingen*

Art. 8. Opgeheven worden voor de Regeringsdiensten :

1° het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 september 1976, 4 januari 1978, 28 september 1979, 16 mei 1980, 30 juni 1981, 6 juli 1982, 15 maart 1985, 20 juni 1989 en 6 november 1991;

2° artikel 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 1 augustus 1989 ter uitvoering van artikel 94, § 2, tweede lid, van de programmawet van 30 december 1988;

3° artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 houdende administratieve en geldelijke beschikkingen toepasselijk op de domaniale bosarbeiders.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME